Nouvelles locales du mercredi 20 janvier 2010

@rib News, 20/01/2010Ï Education- Lâ€™Institut SupÃ©rieur des Cadres Militaires (Iscam) a procÃ©dÃ© Ã lâ€™ouverture de l
acadÃ©mique dans sles enceintes, en prÃ©sence du Chef de lâ€™Etat Pierre Nkurunziza accompagnÃ© des ministres de
lâ€™Enseignement supÃ©rieur et de la DÃ©fense.Les cÃ©rÃ©monies Ã©taient marquÃ©es par une parade militaire ainsi que d
jeux divers. AprÃ¨s diffÃ©rents discours des autoritÃ©s prÃ©sentes, lâ€™on a procÃ©dÃ© Ã la dÃ©livrance de diplÃ´mes Ã 73
venaient de terminer leurs Ã©tudes ainsi quâ€™une formation pour lâ€™obtention du bÃ©ret rouge Ã Gitega.
(Rtnb/Isanganiro/Bonesha/RVP)
- Lâ€™OAG se dit inquiet par la politique de gratuitÃ© de lâ€™enseignement primaire au Burundi, car, selon cette organisation,
mesures dâ€™accompagnement nâ€™ont pas Ã©tÃ© prises pour amÃ©liorer les conditions dâ€™Ã©tude des enfants de lâ€™
primaire.Selon une Ã©tude publiÃ©e par le Professeur Joseph Ndayisaba, aprÃ¨s lâ€™annonce de cette gratuitÃ© par le PrÃ©s
de la RÃ©publique, il y a eu augmentation de 30% des effectifs des Ã©lÃ¨ves. Cependant, malgrÃ© cet effort du
Gouvernement, les enfants continuent Ã amasser des Ã©checs dus au surnombre.Il demande au Gouvernement de mettre
beaucoup de moyens financiers humains et matÃ©riels pour corriger des lacunes dÃ©jÃ enregistrÃ©es dans ce domaine des
lâ€™enseignement primaire du Burundi. (Rpa/Isanganiro)Ï SÃ©curitÃ©- La police a effectuÃ© aujourdâ€™hui une fouille perquis
dans le quartier 4 de la commune urbaine de Ngagara en mairie de Bujumbura. Un stock de 400 cartouches ainsi que 5
chargeurs dont 2 pleines de munitions a Ã©tÃ© saisi. Lâ€™Administrateur de cette commune dit que cette fouille avait pour but
de trouver des malfaiteurs qui auraient tirÃ© sur un citoyen de cette commune il y a plus de 15 jours. (Rtnb/Bonesha)- La
tension reste vive entre les jeunes du Fnl et ceux du Cndd-fdd en commune urbaine de Kinama. Le porte parole du parti
Fnl, Jean-Bosco Havyarimana estime que les forces de lâ€™ordre ont cÃ©dÃ© leur pouvoir aux jeunes du parti Cndd-Fdd qui
jouent actuellement le rÃ´le de la police.Pour le parti Cndd du dÃ©putÃ© LÃ©onard Nyangoma, cette situation dâ€™insÃ©curitÃ
risque de faire tache dâ€™huile avec lâ€™organisation des Ã©lections, a dÃ©clarÃ© FranÃ§ois Bizimana, porte parole de cette
formation dâ€™opposition.La population de Kinama dit Ãªtre au courant du fait que le chef de quartier de Carama dans la
commune de Kinama possÃ¨de des jeunes Imbonerakure qui opÃ¨rent comme la police en arrÃªtant certains individus.On
rappelle que les affrontements de ce lundi ont causÃ© une panique gÃ©nÃ©ralisÃ©e dans cette commune de Kinama.
(Rpa/Isanganiro). Â - A Matana en province de Bururi un homme a assassinÃ© sa sÅ“ur Ã lâ€™aide dâ€™une matraque. Des d
fonciers seraient Ã lâ€™origine de cet acte ignoble. Le meurtrier serait dÃ©jÃ entre les mains de la police et les enquÃªtes ont
dÃ©jÃ commencÃ©.- Une autre personneÂ a Ã©tÃ© tuÃ©e dans la province de Ngozi en commune de Kiremba cette nuit quan
elle tentait de voler dans une famille environnante. La police se trouve dÃ©jÃ aux trousses des trois autres bandits qui font
parti du mÃªme groupe avec ce malfrat tuÃ© par la population. (Isanganiro). - Le parti Upd-Zigamiganga rejette en bloc les
accusations de lâ€™administrateur communal de Mpanda selon lesquelles ce parti se prÃ©parerait Ã venger son militant tuÃ©
a quelques jours Ã Mpanda.FranÃ§ois Xavier Nahabandi vice porte-parole du parti estime que ces allÃ©gations ne sont
quâ€™une pure manÅ“uvre de vouloir dÃ©tourner lâ€™attention des gens et dÃ©sorienter les enquÃªtes. Selon le porte-arole d
les propos lancÃ©s par certains des membres du parti disant quâ€™ils allaient se venger Ã©taient dus Ã la colÃ¨re occasionnÃ
par lâ€™assassinat de Sylvere Niyonzima, le 18 janvier dernier Ã Mpanda. (Rpa)Ï Bonne GouvernanceLes membres des
partis politiques de lâ€™opposition Ã Buraza en province de Gitega se disent choquÃ©s par lâ€™usage du vÃ©hicule de
lâ€™administration communale pour la construction de la permanence du Cndd-fdd dans cette commune.Ils estiment en
outre la parcelle sur laquelle se construit cetteÂ permanence est une propriÃ©tÃ© communale et accuse le parti au pouvoir
de se servir de sa force pour dÃ©tourner des biens communs. (Rpa)